



ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE DU 12 NOVEMBRE AU 20 DECEMBRE 2024

PROJET DE RECOMMANDATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'OBLIGATION DE COMPLETUE DES DEPLOIEMENTS DES RESEAUX EN FIBRE OPTIQUE JUSQU'A L'ABONNE

REPONSE DU SIPPAREC – 20 DECEMBRE 2024

1. Préambule

Le SIPPAREC accompagne depuis plus de 25 ans les collectivités d'Ile-de-France dans l'aménagement numérique de leur territoire et a développé pour cela, dans le cadre de délégations de service public, un patrimoine public d'infrastructures et réseaux à très haut débit unique par son importance et sa diversité :

- Des **réseaux câblés**, qui équipent aujourd'hui le territoire de 45 communes de la première couronne parisienne avec plus de 5 560 000 foyers raccordables ;
- Le **réseau de fibre optique Irisé**, avec plus de 1 400 km de fibre déployés qui propose des services de fibre noire et des liens L2L aux opérateurs, entreprises et collectivités publiques sur le territoire de 84 communes ;
- Le **réseau de fibre optique Sequantic**, qui compte 2 700 km de fibre déployés, 3 700 sites pro raccordés en FttO/FON et 26 000 raccordables en FttH sur le territoire de 99 communes ;
- Le **réseau de fibre optique Europ'Essonne**, qui équipe 14 communes de la Communauté d'agglomération Paris Saclay en réseaux FttO/FttH (480 sites pro raccordés en FttO et 40 000 sites raccordables en FttH).

En complément de ces réseaux publics très haut débit, qui maillent une partie importante du territoire francilien, le SIPPAREC a également mis en place un ensemble de services d'accompagnement de l'aménagement numérique auprès des collectivités avec :

- un accompagnement du contrôle et la perception de la redevance d'occupation du domaine public (RODP) due par les opérateurs ;

- un dispositif de guichet unique pour la gestion technique et commerciale des fourreaux de communications électroniques appartenant aux collectivités.

Le SIPPEREC anime et coordonne également l'achat public mutualisé en Ile-de-France qui permet à plus de 420 collectivités (Région, départements, EPCI, EPT, communes, ...) et établissements publics locaux de bénéficier de tarifs attractifs pour une large gamme de services numériques (téléphonie fixe et mobile, services Internet, réseaux, infrastructures, services numériques aux citoyens, aménagement urbain, ...) dans le cadre de la centrale d'achats SIPP'n'CO.

Le SIPPEREC remercie l'Autorité de lui donner une nouvelle fois la possibilité de contribuer sur le sujet de la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements de réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné.

Les attentes du SIPPEREC concernant la régulation de l'ARCEP ont été exprimées publiquement, à plusieurs reprises :

- Réponse à la consultation publique concernant la réalisation des **raccordements finals** FttH sur tout le territoire du 4 mars 2021 ;
- Réponse à la consultation publique concernant le projet de **plan de fermeture du réseau de boucle locale cuivre d'Orange** du 4 avril 2022 ;
- Réponse à la consultation publique concernant **le bilan du cycle en cours et les perspectives pour le prochain cycle d'analyse des marchés** du 28 septembre 2022 ;
- Réponse à la consultation publique concernant **la synthèse des travaux sur les modalités tarifaires des raccordements finals** des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné le 13 février dernier,
- Réponses aux consultations publiques concernant le **Projet d'évolution de la régulation des marchés du haut et du très haut débit pour la période 2024-2028** les 3 avril et 18 septembre 2023.

Le SIPPEREC se félicite des éclaircissements apportés par l'ARCEP sur les sujets d'incertitude pointés précédemment par le Syndicat :

- **La responsabilité de l'OI dans la réalisation des infrastructures d'accueil manquantes pour les raccordements finals en domaine public en dehors des zones très denses** (*synthèse des travaux et recommandations sur les modalités tarifaires des raccordements finals des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné - 28 juillet 2023*) ;
- **Les obligations de transparence et de publication d'information concernant l'accès faites à Orange et notamment concernant les informations permettant l'identification des accès cuivre appelés à fermer, y compris aux collectivités concernées** (Annexe 2b : Partage d'informations relatives à la fermeture commerciale et technique de la boucle locale cuivre de la Décision 2023-2802¹) ;

¹ https://www.arcep.fr/uploads/tx_gsavis/23-2802.pdf

- **L'obligation faite à Orange d'offrir un « processus de désaturation et de rénovation efficaces, y compris pour le raccordement final, des infrastructures de génie civil mobilisables pour le déploiement de câbles de fibre optique permettant la mise en œuvre de ces opérations par les opérateurs tiers s'ils en font la demande**, dans un délai sur lequel Orange s'engage selon la typologie d'interventions. Ce délai ne peut excéder quatre mois pour les interventions sur les appuis aériens et trois mois sur les infrastructures souterraines. Il est réduit à deux mois pour les interventions liées à un raccordement final, tant pour les interventions sur les appuis aériens que sur les infrastructures souterraines. [...] » (Décision 2023-2801²).

Le SIPPEREC relève également l'application par l'ARCEP d'une sanction financière de 26 millions d'euros à l'encontre de l'opérateur Orange pour non-respect de la première échéance de ses engagements de déploiement en fibre optique en zone AMII (pris en 2018), récemment validée par le Conseil d'Etat³.

Le SIPPEREC ne peut que regretter le report des engagements de couverture de 100 % de la zone AMII de fin 2022 à fin 2025 et restera très attentif au respect des nouveaux engagements pris par Orange le 11 janvier 2024 visant à rattraper des retards de déploiement sur les zones AMII de son territoire pour atteindre un taux de complétude de 98,5 % avant fin 2025 – et non 100 % - au titre de l'article L.33-13 du CPCE, objectif qui sera contrôlé par l'ARCEP.

Par ailleurs, l'opérateur s'est également engagé auprès de l'Etat à de nouveaux déploiements sur les zones très denses (ZTD) de 300 000 locaux pour atteindre un taux de complétude de 96 % cumulé avec l'ensemble des opérateurs, à fin 2025. Il est toutefois regrettable que cet engagement ne soit pas sanctionnable.

En répondant à cette consultation, le SIPPEREC souhaite réaffirmer les positions fortes régulièrement exprimées lors des précédentes réponses à ces consultations publiques et notamment :

- sa forte inquiétude sur **le risque de retard de complétude sur la Zone très dense (ZTD) en particulier**, et plus généralement sur les zones d'investissement privé, **en l'absence de nouvelles mesures coercitives**,
- son alerte sur le **risque politique fort** qui portera **sur l'échelon communal**, en cas de rétrogradation des services apportés aux particuliers et aux entreprises, lors de la fermeture du cuivre et en cas d'absence de complétude des réseaux de fibre optique.
- sa demande de **transparence sur les données liées au déploiement, à la non-complétude et à la fermeture de la boucle locale de cuivre**, de façon à pouvoir associer plus efficacement les collectivités du territoire,
- sa demande **d'être associé** en tant que collectivité porteuse de réseaux d'initiative publique **aux travaux de fermeture du cuivre sur son territoire**, en soutien aux élus

² https://www.arcep.fr/uploads/tx_gsavis/23-2801.pdf

³ <https://www.arcep.fr/actualites/actualites-et-communiqués/detail/n/fibre-optique-241031.html>

locaux qui ne manqueront pas d'être fortement sollicités par les foyers et entreprises,

- sa position très claire concernant les technologies alternatives « hertziennes terrestres de type Wi-Fi, THD Radio, 4G fixe ou 5G fixe ou satellitaires » qui ne pourront pas se substituer massivement aux lignes xDSL actuelles lors de la fermeture du cuivre, pour des aspects de qualité de service (latence, débit, fiabilité, GTR...) attendus notamment par les entreprises.

Membre du Conseil d'administration de l'AVICCA, le SIPPEREC s'associe pleinement à la réponse apportée par l'association à cette consultation publique.

2. Un état de la complétude alarmant sur les 54 communes en Zones Très Denses (ZTD)

Le SIPPEREC rappelle qu'il a alerté l'ARCEP à de très nombreuses reprises depuis plus de 10 ans sur la nécessité d'étendre la réglementation concernant l'obligation de complétude des déploiements aux ZTD, afin d'éviter que ne persistent durablement des « trous de couverture » FttH. Cet enjeu est aujourd'hui d'autant plus essentiel dans la perspective de la prochaine fermeture du réseau cuivre.

Dans ces 106 communes en zones très denses, **7 % des locaux ne sont pas encore raccordables. Il n'existe pas d'obligation de complétude de déploiement**, le rythme des déploiements ralentit dangereusement⁴, laissant encore plus de 520 000 locaux non desservis à l'échelle nationale.

Le SIPPEREC rappelle qu'il n'y a pas d'Opérateur d'Infrastructure (OI) responsable du déploiement FttH dans les communes de zones très denses sur lesquelles chaque OI est libre de déployer son réseau FttH pour raccorder un immeuble donné. L'hétérogénéité de la ZTD en matière de dispositifs de mutualisation (quartiers de haute densité, poches de basse densité, immeubles de moins de 12 logements isolés au sein des quartiers de haute densité...) fait que les rythmes de fermeture commerciale pourraient être très différents au sein de la ZTD, ce qui va rendre la communication complexe auprès des habitants et des entreprises en fonction des zones.

Le SIPPEREC regrette que les propositions faites par l'ARCEP lors de la mise en place du précédent cycle de régulation, en 2020, concernant la complétude des ZTD, aient été abandonnées au moment de la publication des décisions et que l'ultime proposition faite dans la décision 2020-1446 pour la desserte des entreprises ait finalement été annulée le 26 avril 2022 à la suite du recours par Orange en Conseil d'Etat.

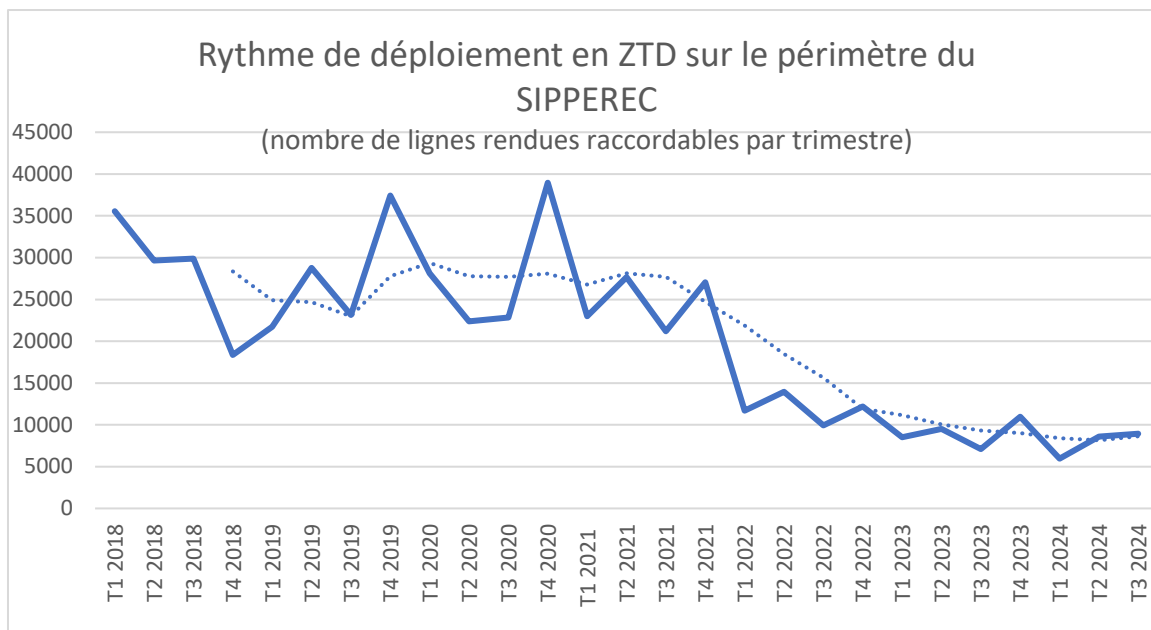
Les 54 communes membres du SIPPEREC situées en ZTD comptent 1 585 000 lignes FttH à déployer. Au T3 2024⁵, 1 492 500 lignes étaient rendues raccordables soit 94 %. **Il reste 93 000 lignes à déployer d'ici fin 2025. 50% de ces lignes se concentrent sur 8 communes**, qui constatent ainsi **un taux de non-complétude de plus de 10 % !**

Le SIPPEREC est inquiet de constater encore un fort ralentissement des déploiements en ZTD en 2024. Alors que le nombre de lignes rendues raccordables par trimestre était de 25 000 jusqu'à fin 2021, il a été réduit de moitié avec 12 000 lignes en 2022 puis s'est établi à 8 500 lignes depuis début 2023.

Ce rythme ne permettra pas d'enclencher la fermeture du cuivre à partir de 2026 **sauf à laisser une importante zone de non-complétude, ce qui n'est pas acceptable !**

⁴ Avicca : Statistiques Arcep au T3 2024 : accélération quasi générale des ralentissements : <https://www.avicca.org/actualite/statistiques-arcep-au-t3-2024-acceleration-quasi-generale-des-ralentissements>

⁵ Observatoire ARCEP : <https://www.arcep.fr/actualites/actualites-et-communiques/detail/n/marche-du-haut-et-du-tres-haut-debit-fixe-121224.html>



Sur la zone AMII, le SIPPEREC constate également chaque trimestre, que les retards s'accroissent par rapport aux engagements pris par les opérateurs, avec encore **7 % d'incomplétude sur le territoire du SIPPEREC**.

Le constat d'échec de la complétude par les opérateurs d'infrastructures sur le territoire du Sipperec, en zone d'initiative privée, est à présent partagé.

Il est indispensable et urgent de veiller à ce que les déploiements complémentaires de la fibre à l'abonné par les opérateurs soient menés à bien, particulièrement en ZTD, où aucune obligation de complétude n'est imposée à ce jour.

En l'absence de cadre juridique contraignant, ce projet de recommandation ne permettra pas de garantir des échéances précises pour la complétude des déploiements FttH en ZTD.

Le Sipperec souhaite donc que cette recommandation aboutisse rapidement à des mesures plus contraignantes pour les opérateurs, sous la forme d'une évolution de la réglementation, notamment par une décision de l'Autorité, qui imposerait des obligations strictes de couverture, de qualité et de délai pour les opérateurs d'immeubles en ZTD, permettant ainsi leur sanction en cas de non-respect.

3. Les élus locaux sous la pression forte du non-respect des engagements de complétude au moment du lancement du plan de fermeture de la boucle locale cuivre

A l'heure où la fermeture du cuivre va nécessiter des taux de complétude élevés, le ralentissement des déploiements observé depuis début 2022, le fort taux de non-complétude et la mise en œuvre limitée de mesures coercitives en direction des opérateurs **tendent à faire craindre une forte confusion sur nos territoires, qui se traduira par de fortes tensions pour les élus locaux et des risques économiques pour les entreprises « oubliées »**.

Le SIPPEREC alerte sur un risque politique fort, qui portera notamment sur l'échelon communal, en cas de rétrogradation des services apportés aux particuliers et aux entreprises sur des solutions alternatives (4G, 5G, satellite, ...) en cas d'absence d'éligibilité à la fibre optique ou aux réseaux câblés. Les élus sont en première ligne pour répondre à l'insatisfaction des administrés, comme l'ont montré les problèmes générés par le mode STOC.

Le SIPPEREC attire l'attention du Régulateur sur la nécessité de disposer d'un fichier IPE rendu disponible en *open data* et communiqué sans « censure » d'informations dites « confidentielles », mais dont disposent de fait l'ensemble des OI et des OC. Il est rappelé que les personnes publiques sont elles-mêmes tenues au respect du secret des affaires, le cas échéant.

Le SIPPEREC considère que les élus locaux vont jouer un rôle central dans les opérations de complétude FttH et de fermeture de la boucle locale cuivre ; ils devront donc disposer des informations nécessaires et à une échelle de précision géographique suffisante qui leur permettra :

- de connaître très finement la couverture du réseau FttH sur leur territoire (IPE logements et sites techniques, raccordables sur demande, raccordements complexes...),
- de disposer d'informations géolocalisées sur les exceptions à la complétude FttH préalable à la fermeture du cuivre,
- de connaître la nature des contestations des refus de tiers, des gels et des exceptions à la complétude (difficultés exceptionnelles de construction...),
- de connaître la localisation des lignes cuivre,
- de disposer d'informations sur l'accès à des solutions alternatives.

Le SIPPEREC regrette que cette recommandation arrive tardivement au regard de l'avancement des déploiements FttH, alors que le plan de fermeture commerciale du cuivre est déjà largement engagé et que les opérateurs ont ralenti leurs déploiements. Sa mise en œuvre nécessitera un important travail de rattrapage, notamment concernant la documentation des différents événements intervenus lors des déploiements, qui aurait dû être établie et contrôlée au fil de l'eau par l'ARCEP, l'État et les collectivités.

Les collectivités, qui sont *de facto* en première ligne de la fermeture du réseau cuivre, doivent disposer de l'ensemble de ces données pour accompagner au mieux ce grand projet d'Orange.

Le SIPPEREC demande donc que les collectivités et leurs groupements en charge de l'aménagement numérique soient étroitement associés au processus, aux côtés des communes, afin d'être en mesure d'analyser et d'identifier les problématiques et leur typologie (technique, économique ou juridique) pour mieux les anticiper et permettre ainsi aux communes d'apporter une réponse adaptée à leurs administrés.

A cet effet, l'accès aux fichiers IPE des OI doit être ouvert aux collectivités et leurs groupements en charge de l'aménagement numérique pour leur permettre de suivre les motifs de refus et de blocage évoqués par les OI, de vérifier le contenu des justificatifs avancés et, le cas échéant, pour pouvoir aider à leur résolution. Le SIPPEREC demande à en être destinataire.

4. Nos propositions concernant le projet de recommandations

4.1 Mobiliser l'ensemble des acteurs pour être plus efficace, via un fichier IPE fiabilisé et proposé en *open data*

La réussite de l'achèvement du déploiement du réseau FttH requiert une mise à jour régulière et une fiabilité accrue des informations contenues dans le fichier d'Informations Préalables Enrichies (IPE). Ce fichier est actuellement élaboré uniquement à l'initiative des OI, sans contrôle, ni mise en œuvre d'une procédure contradictoire. Il constitue toutefois l'outil principal de communication permettant :

- de vérifier la prise en compte de chaque logement ou local professionnel et son éligibilité au réseau,
- d'identifier les problématiques justifiant une inéligibilité temporaire,
- de fournir un délai prévisionnel de résolution que les Opérateurs Commerciaux (OC) peuvent communiquer aux utilisateurs finals.

Bien que ce fichier soit mis à la disposition des OI et OC opérant sur un même territoire, les acteurs publics, tels que les élus et services des collectivités locales, n'y ont accès qu'à travers une version simplifiée, publiée trimestriellement en *open data* par l'ARCEP.

Les causes d'erreur au sein du fichier IPE sont nombreuses. De plus, les modalités d'interaction entre les OC et les OI s'avèrent insuffisamment efficaces pour identifier les véritables causes d'inéligibilité ou d'échec de raccordement.

Ces échecs peuvent résulter de divers facteurs, tels que :

- des oublis de piquetage lors du déploiement,
- de la réalité du statut de "raccordable sur demande" insuffisamment explicité,
- de l'identification incomplète des immeubles neufs,
- d'erreurs d'adressage,
- de la nature de la complexité ou de la longueur des raccordements insuffisamment détaillé,
- de blocages liés à des conventions de passage non identifiés.

En pratique, le nombre de lignes réellement non éligibles sur un territoire dépasse significativement celui déclaré dans le fichier IPE.

Par ailleurs, de nombreux champs du fichier IPE demeurent incomplets ou insuffisamment mis à jour par les OI, ce que l'ARCEP a souligné dans ses recommandations. De nouvelles modalités de remplissage sont d'ailleurs proposées pour :

- les refus et blocages,
- les gels,
- les prévisions de livraison des immeubles neufs.

Ces données incomplètes sont pour parties liées au mode STOC et à l'absence notoire de remontée et/ou de qualité de l'information, entre l'OC et l'OI notamment sur des difficultés

rencontrées sur le terrain (échec à répétition, déconnexion intempestive...), difficultés qui ne manquent pas de revenir auprès de la collectivité locale en dernier recours.

La question du périmètre « à 100% » du fichier IPE peut questionner, ou peut laisser dubitatif, notamment dans les ZTD où aucune complétude n'est à la charge des opérateurs. Sur quelle base l'ARCEP décidera-t-elle que le périmètre de 100 % a bien fait l'objet des diligences de la part d'un OI ? Comment pourra-t-elle en vérifier les conditions de mise en œuvre auprès des élus des communes concernées ?

4.2 Lever l'ambiguïté sur les « refus de tiers »

Il est impératif, dans des délais restreints imposés par l'arrêt programmé des services sur le réseau cuivre, de résoudre l'ensemble des problématiques qui subsistent pour certaines depuis plus de dix ans maintenant.

Ces problématiques concernent essentiellement des cas parfois complexes et souvent coûteux pour les OI, qui pourraient être tentés de se décharger de leur responsabilité sur les opérateurs commerciaux qui seraient tentés par facilité de privilégier l'offre de solutions alternatives (radio, 4G, 5G) aux utilisateurs finals.

Il est crucial que les collectivités locales ne soient pas considérées comme l'ultime recours pour pallier les insuffisances des déploiements FttH. Les opérateurs doivent pleinement assumer leurs obligations en matière de transparence et de résolution des blocages.

Le simple déclaratif des OI ne saurait suffire à garantir la complétude et la fiabilité des données dans le cadre de la transition vers le réseau FttH. À cet égard, la complétude et la mise à jour fiable du fichier IPE doivent devenir une priorité dans les échanges entre l'ARCEP, les OI, les OC et les collectivités.

L'ARCEP ne peut se reposer uniquement sur la transparence entre OC et OI pour garantir la complétude et la fiabilité du fichier IPE.

Une procédure spécifique doit permettre aux élus de signaler des erreurs, omissions ou problématiques. Les collectivités doivent être associées, à cet effet, aux processus envisagés localement par les OI présents sur leur territoire.

L'OI doit permettre aux utilisateurs finals, propriétaires d'immeubles et collectivités de signaler ou corriger :

- un immeuble absent ou incorrectement renseigné dans les données IPE notamment concernant les sites techniques et les immeubles multi-accès (« résidences », « communauté » ...);
- les constructions neuves intervenues depuis le déploiement et non traitées par l'OI, absentes de l'IPE ;
- les problèmes d'adressage (absence ou erreur) sur des lignes pourtant « éligibles » dans l'IPE ;
- les blocages de conventionnement ;

- les « raccordements complexes » (PBO-PTO) conduisant à des échecs de raccordement à répétition sur des lignes pourtant « éligibles » dans l'IPE ;
- les lignes classées « Raccordable sur demande » dans l'IPE, mais finalement non éligibles ;
- la destruction d'un immeuble et la suppression des lignes dans les données IPE.

L'OI doit fournir en retour de manière dynamique les démarches engagées pour lever d'éventuels blocages et s'assurer de l'évolution du statut des lignes.

Une clarification immédiate et transparente des raisons pour lesquelles certains foyers demeurent inéligibles à la fibre optique après plus de dix années de déploiement est désormais indispensable. Ces informations doivent être communiquées de manière exhaustive et accessible aux élus, aux particuliers et aux entreprises concernés. Il est impératif de mobiliser l'ensemble des acteurs impliqués afin de lever les derniers obstacles qui entravent l'achèvement du plan de déploiement.

Il est essentiel que les OI et les OC n'exploitent pas les difficultés rencontrées sur le terrain ou les surcoûts liés à certains déploiements pour exclure durablement des foyers ou des entreprises des services de fibre optique. Une telle exclusion constituerait un manquement grave à leurs obligations.

Le SIPPEREC s'inscrit en soutien de la position de l'Avicca⁶ et de plusieurs fédérations de collectivités sur la position commune prise en janvier 2023 portant sur les critères préalables à la fermeture du cuivre et les exceptions à la complétude préalable décrite dans le document « Adaptation de la règle de complétude des déploiements FttH préalable à la fermeture du réseau cuivre sur un territoire donné ».

Il est ici une nouvelle fois rappelé qu'un refus tiers s'entend dans un sens très limité :

- *l'OI ne peut classer une ou plusieurs lignes en refus tiers si le refus est légitimé par une ou plusieurs dispositions légales applicables à n'importe quel acteur. Par exemple, un OI ne peut qualifier de « refus tiers » le refus par une collectivité de l'implantation d'un ou plusieurs poteau(x) si de telles implantations nouvelles sont interdites par les règles d'urbanisme de ladite collectivité ou si une gêne à la circulation (PMR par exemple) est dûment constatée ;*
- *de même, il convient que l'OI fibre ait engagé en temps et en heure toutes les démarches d'obtention des autorisations et réalisé tous les recours nécessaires, selon les règles de l'art, en direction des gestionnaires de domaine public ou privé, des copropriétés ou encore en direction des maires pour ce qui relève de la mise en place de servitudes. Ainsi, depuis la loi ELAN, le refus d'un tiers pour un passage en façade ou sur poteau n'est pas suffisant pour être qualifié de « refus tiers » : il faut que l'OI atteste également d'un refus du maire d'exercer son pouvoir d'imposer une servitude au cas d'espèce ;*

⁶ <https://www.avicca.org/document/20873/dl>

- *le refus d'un tiers de la solution initiale de desserte proposée par l'OI ne saurait être recevable qu'en l'absence de solution alternative techniquement viable, réalisable sans mise en danger des intervenants de l'OI et dont le coût de réalisation pour l'OI ne saurait être disproportionné et sous réserve que les leviers existants (servitudes) aient échoué. »*

Le projet de recommandation de l'Autorité souligne bien qu'il incombe à l'OI de faire toutes diligences pour éviter ou débloquer les cas de refus, blocage ou gel commercial et de documenter les efforts fournis.

Le SIPPEREC entend cependant souligner que la démonstration apportée par l'OI ne doit pas seulement porter sur la preuve de ce que tous les actes nécessaires et proportionnés pour éviter ou débloquer un cas de refus, blocage ou gel commercial ont été effectués dans les meilleurs délais, comme l'indique le projet de recommandation, mais doit également attester du respect des procédures légales et réglementaires applicables.

Les OI doivent en conséquence conserver et mettre à disposition de l'ARCEP, mais également du tiers concerné, ainsi que de la collectivité ou du groupement en charge de l'aménagement numérique :

- la preuve des étapes suivies,
- les dossiers déposés,
- les décisions obtenues des tiers concernés,
- les compléments qu'ils ont fournis en réponse aux demandes desdits tiers en application des dispositions légales et/ou réglementaires.

Concernant l'immobilier neuf :

Le projet de recommandation prévoit l'intégration de l'ouvrage construit au droit du terrain au réseau de l'OI.

Le SIPPEREC partage cette préconisation de l'ARCEP, qui assurera la continuité de la gestion du réseau par l'OI.

En outre, le SIPPEREC relève que le projet de recommandation veille à ouvrir à d'autres acteurs la construction de ce tronçon et à ce que l'OI fournisse les informations nécessaires de manière effective.

Ce point paraît particulièrement important afin d'assurer aux utilisateurs finals de disposer de propositions dans des conditions financières optimales.

Concernant la propriété des fourreaux en domaine public sur le raccordement final :

Le SIPPEREC a bien noté le renforcement de l'obligation faite à Orange dans la Décision 2023-2801 de décembre 2023 d'offrir un « processus de désaturation et de rénovation efficaces, y compris pour le raccordement final, des infrastructures de génie civil mobilisables pour le déploiement de câbles de fibre optique permettant la mise en œuvre de ces opérations par les opérateurs tiers s'ils en font la demande, dans un délai sur lequel Orange s'engage selon

la typologie d'interventions. Ce délai ne peut excéder quatre mois pour les interventions sur les appuis aériens et trois mois sur les infrastructures souterraines. Il est réduit à deux mois pour les interventions liées à un raccordement final, tant pour les interventions sur les appuis aériens que sur les infrastructures souterraines. [...] ».

Toutefois, le SIPPEREC relève que cette disposition ne règle pas le problème de la contestation de propriété avancée par Orange, et dénoncée régulièrement par l'Avicca et de nombreux OI lors des précédentes consultations publiques, à savoir le régime de propriété des fourreaux de raccordement situés entre la dernière chambre sous chaussée et le domicile du particulier. Historiquement propriété revendiquée de France Télécom devenu Orange, l'accélération des raccordements FttH en zone RIP a révélé l'importance du nombre de conduites bouchées, y compris sur la voirie publique, du fait notamment de l'absence de maintenance de ces ouvrages.

Aussi, ces fourreaux se sont rapidement avérés être un poste de coût élevé pour l'opérateur historique, qui désormais n'en revendique plus la propriété, évitant par là-même d'avoir à en assumer financièrement la remise en état. **Cette position exclut une grande partie du génie civil d'adduction situé sur le domaine public.**

4.3 Des mesures plus contraignantes pour rattraper un important retard

Le retard accumulé dans la complétude du fichier d'Informations Préalables Enrichies (IPE), combiné à la qualité insuffisante des données qu'il contient – établies sur une base déclarative et sans vérification systématique – a généré un stock important de lignes non raccordables, ainsi que de nombreuses omissions et erreurs non identifiées. **À ce jour, cela se traduit par un nombre significatif de lignes encore inéligibles.**

Alors que plus de 90 % des lignes sont déclarées raccordables à l'échelle nationale, cette recommandation arrive à un stade où l'essentiel des plans de déploiement est déjà achevé. De nombreuses entreprises chargées des travaux ont quitté les territoires concernés, sans avoir systématiquement documenté les causes des blocages rencontrés sur le terrain pour le compte des OI. **Il en résulte un chantier de complétude et de qualification des données considérable, qui aurait dû être anticipé et suivi au fil des déploiements.**

La publication tardive de cette recommandation est regrettable au regard de l'engagement déjà largement amorcé du plan de fermeture du réseau cuivre. Les opérateurs ayant ralenti leurs efforts de déploiement, la mise en œuvre de cette recommandation nécessitera un important travail de rattrapage, incluant la documentation des événements passés. **Ce travail, qui aurait dû pouvoir être encadré et contrôlé en temps réel par l'ARCEP, l'État et les collectivités, représente désormais un défi important.**

Bien que les préconisations de cette recommandation soient pertinentes, elles risquent de manquer d'efficacité en raison de l'ampleur des retards accumulés et du coût élevé que représente cette opération pour les opérateurs. **L'absence de contraintes de délais ne garantit pas la motivation des opérateurs pour mener à bien ce chantier.**

En conséquence, le SIPPAREC demande que cette recommandation débouche rapidement sur des mesures juridiquement contraignantes, et, notamment, sur une décision de l'ARCEP imposant aux opérateurs d'immeubles des obligations strictes en matière de qualité et de délai de mise en place desdites mesures. Ces obligations seront ainsi soumises à des sanctions en cas de manquement, afin de garantir leur respect effectif.

Un délai de 6 mois devrait être laissé aux OI après l'adoption de la recommandation pour renseigner les refus de tiers et réexaminer pour chaque prise gelée son maintien dans le statut.

Dans ce cadre, chaque OI pourrait fournir un plan d'actions de rattrapage, rendu public, pour s'assurer du bon respect de cette recommandation.
